



Les territoires de marge de la Syrie mandataire : le mouvement autonomiste de la Haute Jazîra, paradoxes et ambiguïtés d'une intégration « nationale » inachevée (1936-1939)

The territory margins of the Mandatory Syria : the autonomist movement in Upper Jazîra, paradoxs and ambiguities of an uncompleted "national" integration, 1936-39.

Jordi Tejel Gorgas



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/remmm/6481>

DOI : 10.4000/remmm.6481

ISSN : 2105-2271

Éditeur

Publications de l'Université de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 27 novembre 2009

ISBN : 978-2-85399-746-1

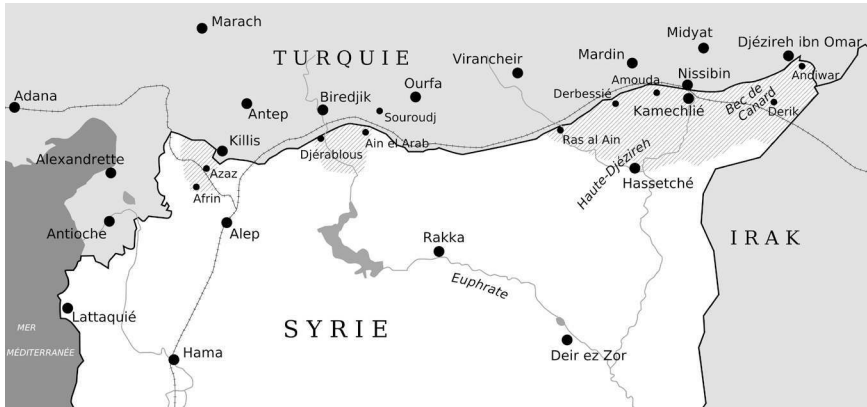
ISSN : 0997-1327

Référence électronique

Jordi Tejel Gorgas, « Les territoires de marge de la Syrie mandataire : le mouvement autonomiste de la Haute Jazîra, paradoxes et ambiguïtés d'une intégration « nationale » inachevée (1936-1939) », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], 126 | novembre 2009, mis en ligne le 15 décembre 2012, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/remmm/6481> ; DOI : 10.4000/remmm.6481



Les contenus de la *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.



La Syrie du Nord - Parties hachurées : zones de peuplement kurde en Syrie.

Source : J. Tejel Gorgas, *Le mouvement kurde de Turquie en exil. Continuités et discontinuités du nationalisme kurde sous le mandat français en Syrie et au Liban (1925-1946)*, Berne, Peter Lang, 2007, p. 36.

Études libres

Jordi Tejel Gorgas¹

Les territoires de marge de la Syrie mandataire : le mouvement autonomiste de la Haute Jazîra, paradoxes et ambiguïtés d'une intégration « nationale » inachevée (1936-1939)

Résumé. Durant les premières années du Mandat français au Levant, la Haute Jazîra reste un territoire de marge, soumise aux convoitises des pays voisins et aux projets politico-militaires et socio-économiques de la France. En 1936, les clauses du traité franco-syrien et les résultats des élections qui assurent une large victoire au Bloc national changent la donne. Si les militaires français portent une lourde responsabilité dans la naissance du mouvement autonomiste de la Jazîra, celui-ci est également une réaction face à la volonté centralisatrice d'un État syrien en quête d'une assise « nationale ».

Paradoxalement, la manifestation des revendications autonomistes ouvre la voie à une progressive « syrianisation » de la vie politique en Haute Jazîra. D'une part, les villes de la Haute Jazîra repro-

¹ Historien. Jordi Tejel Gorgas remercie le Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique du soutien qu'il lui a accordé en vue de sa recherche post-doctorale, réalisée à l'EHESS (Paris) sous la direction de Hamit Bozarslan. Il va de soi, cependant, que les opinions exprimées ici n'engagent que l'auteur. En ce qui concerne les transcriptions des noms propres (noms de personnes, noms de tribus et la plupart des noms de lieux), nous avons opté pour un système francisé proche des sources utilisées. Quelques noms de lieux, à commencer par celui de la région étudiée, sont transcrits différemment dans le texte et sur la carte. Le cas échéant, à la première occurrence d'un nom dans le texte, nous indiquons entre parenthèses son équivalent sur la carte.



duisent dans une large mesure les modes de mobilisation des autres villes syriennes. D'autre part, l'avenir de la Haute Jazîra figure pour la première fois dans le programme politique du gouvernement de Damas. Ce faisant, et après seize ans de contrôle absolu des autorités mandataires dans cette région, la Haute Jazîra commence à être intégrée dans l'imaginaire national syrien.

Mots-clés : mandat français, Levant, Kurdes, marges, Syrie, Jazîra, mouvements autonomistes

Abstract. *The territory margins of the Mandatory Syria: the autonomist movement in Upper Jazîra, paradoxes and ambiguities of an uncompleted "national" integration, 1936-39.*

At the very beginning of the French Mandate in the Levant, Upper Jazira was a territory of margins, subjected to foreign covetousness as well as to French political and economical projects. However, in 1936, the clauses of the Franco-Syrian Treaty and the victory of the National Bloc at the legislative elections changed the whole picture due to the emergence of a local political movement. While the French officers were instrumental in the creation of the autonomist movement in Jazira, the latter was also a response to the unionist aspirations of a Syrian state in search of "national" foundations.

Paradoxically, the emergence of the first autonomist demands led to the "syrianisation" of the political life in Upper Jazira. This article sheds a light on two parallel dynamics. On one hand, urban actors in Upper Jazira reproduced to a certain extent the same "repertoires of action" than in other Syrian cities. On the other hand, and for the first time, the fate of Upper Jazira began a subject of debate among Syrian nationalists so that Upper Jazira started to be integrated into the Syrian national imaginary.

Keywords: French Mandate, Levant, Kurds, Margins, Urban mobilizations, Jazîra, state-building

Alors que le traité franco-syrien² est en discussion en mars 1936, plusieurs régions périphériques de la Syrie, dont la Haute Jazîra (Haute-Djézireh), sont témoins de l'émergence de mouvements autonomistes qui contestent l'autorité du gouvernement de Damas et demandent le maintien de la présence française dans leurs territoires respectifs. Le moment choisi et la simultanéité de ces mouvements centrifuges réveillent, à l'époque, des soupçons au sein du Bloc national sur l'implication de la France dans ces tentatives d'empêcher la fin de son mandat au Levant ou, du moins, de retarder l'application des clauses du traité franco-syrien.

L'immixtion de certains officiers français du Service des Renseignements³, devenu Services Spéciaux du Levant en 1930, dans l'évolution du mouvement autonomiste de la Jazîra a été largement démontrée par divers travaux (Mizrahi, 2003 ;

2 Selon les termes du traité franco-syrien signé à Paris le 9 septembre 1936, la Syrie doit être reconnue comme un État indépendant et souverain. Elle se lie à la France par un traité d'alliance de 25 ans. En ce qui concerne les territoires druze et alaouite, ils doivent être annexés à l'État de Syrie, mais en conservant un régime administratif spécial. Le traité ne prévoit aucune mesure spéciale pour la Haute Jazîra.

3 Les tâches du SR sont d'effectuer des missions de recherche et de renseignements pour le compte du Haut Commissariat et du commandement militaire. En réalité, le SR échappe à l'autorité civile. Devant ce constat, le Haut Commissariat décide de restructurer le SR en 1930. Dans les faits, les « Services Spéciaux du Levant » mènent cependant une politique inspirée de leurs expériences précédentes (Mizrahi, 2003).

Tachjian, 2004 ; Tejel, 2007 ; Velud, 1991). Ce mouvement ne peut toutefois pas être réduit à une simple machination des militaires français. Il doit être analysé à la fois comme le prolongement des relations triangulaires établies depuis le XIX^e siècle entre puissances européennes, États locaux et *millet*-s⁴ (« minorités »⁵ dès 1918) au Levant durant la période de l'entre-deux-guerres (Tachjian, 2004) et comme le signe d'un changement de la culture politique dans les territoires de marge.

Après un rapide retour aux origines de l'occupation et aux projets de colonisation de la Haute Jazîra par la France, cet article se concentrera sur le second des aspects susmentionnés, c'est-à-dire sur les modifications de l'ordre social et politique survenues en Jazîra dans les années 1930. Dans ce sens, il soulignera que le mouvement autonomiste jéziriot est, paradoxalement, la première manifestation de l'intégration « nationale » de cette région et de ses élites à la Syrie contemporaine et que, malgré ses particularités, il s'insère dans le cadre de mobilisations politiques (renouvellement des acteurs et des registres de mobilisation) commun au reste du pays.

Il abordera pour finir la « question de la Jazîra » en termes de souveraineté de l'État syrien sur une région qui échappe à son contrôle et fait l'objet de divers projets politiques dont la portée dépasse l'environnement strictement local. Partant d'une échelle d'analyse locale ainsi que d'une chronologie fine, cette contribution vise à placer les dynamiques sociales et politiques d'un territoire de marge dans un espace plus large : le Moyen-Orient, une aire géographique et culturelle en pleine mutation durant l'entre-deux-guerres.

Occupation, colonisation et urbanisation de la Jazîra

Après la conférence de San Remo, tenue en avril 1920 entre les puissances alliées victorieuses, la France reçoit officiellement de la Société des Nations (SDN) un mandat international sur la Syrie, à charge pour elle d'en organiser le territoire⁶. Les troupes françaises rencontrent cependant d'importantes résistances armées, notamment dans la région d'Alep et dans la Haute Jazîra⁷.

4 D'origine arabe (*milla*, en référence à un groupe de gens qui acceptent un mot ou un livre révélés), le terme *millet* a pris dans l'Empire ottoman la signification de « communauté organisée sur une base religieuse », reconnue comme telle par l'administration impériale. À l'époque des *Tanzîmât*, le mot prend aussi le sens politique de « nation » dans l'acception contemporaine du terme (Planhol, 1993 : 22-24).

5 Comme Nelida Fuccaro le fait remarquer (Fuccaro, 2004 : 595), on ne peut pas étudier les mobilisations populaires et politiques durant la période mandataire uniquement à partir d'une grille de lecture basée sur l'opposition du couple minorité/majorité, car les deux constituent encore des entités sociopolitiques hybrides. Le terme « minorité » doit donc être utilisé avec une extrême prudence.

6 Elle commença par le faire sur la base d'autonomies confessionnelles. Au début des années 1930, les États du Levant sous Mandat français étaient au nombre de quatre : la République libanaise, l'État de Syrie (qui regroupait une partie des anciens vilayets ottomans de Damas et d'Alep et au sein duquel le sandjak d'Alexandrette jouissait d'un statut d'autonomie en raison de la forte proportion de Turcs y vivant), l'État des Alaouites et le Djebel druze. La Jazîra, quant à elle, faisait partie du sandjak de Deir ez Zor, dans l'État de Syrie.

7 À l'époque ottomane, la Jazîra est le domaine où se rendent les tribus arabes nomades des Chammar, des Tay et des Beggara, aux côtés des tribus kurdes semi-nomades, éleveurs de moutons, des Milli,



La présence de forces turques dans la Haute Jazîra reste l'obstacle majeur au contrôle effectif de tout le territoire syrien par la France. La France, qui veut éviter une guerre avec la Turquie, consent à une perte progressive de territoires, dont la Cilicie, Mardin et Jazîrat Ibn 'Umar (Djézireh ibn Omar), à la suite de l'accord de paix d'Ankara (1921). Malgré les victoires diplomatiques d'Ankara, la Turquie scelle des accords avec des chefs tribaux et des dirigeants de bandes armées, *'iṣâbât* (Méouchy, 2004 : 275-289) en vue d'affaiblir l'autorité française le long de la frontière turco-syrienne.

Dans ce contexte tendu, le Haut Commissariat voit dans le lancement d'un programme de sédentarisation et de rentabilisation économique de la Jazîra des outils qui doivent servir deux objectifs : stabiliser la frontière septentrionale et justifier sa tâche « civilisatrice » au Levant. Pour relever ce défi, il envisage la mise en place d'une politique d'accueil et d'installation de réfugiés chrétiens des pays voisins : Assyriens d'Irak, Arméniens et Syriaques de Turquie (Velud, 1993 : 70-71)⁸.

Des irréguliers turcs, kurdes et arabes continuent toutefois de défier l'autorité française sur la Jazîra et menacent la sécurité des populations sédentaires. Face à ces obstacles, la France encourage l'établissement de milliers de Kurdes fuyant la répression du régime kémaliste à la suite de l'effondrement de la révolte de Cheikh Saïd en 1925 (Olson, 1989). Sédentarisées, ces populations témoignent d'une attitude positive envers la France. En mars 1926, la révolte de Hajo Agha, chef de la puissante confédération tribale Heverkan, contre le gouvernement d'Ankara et son passage en Syrie ont également des conséquences positives dans la stabilisation de la frontière turco-syrienne. Hajo Agha, qui avait coopéré avec les kémalistes, offre ses services à la France mandataire en échange du pardon et de terres pour les Heverkan qui l'ont suivi en Syrie⁹.

Après une décennie, le visage humain de la Haute Jazîra a considérablement changé. Si avant 1927, il y avait à peine 45 villages kurdes, la Haute Jazîra compte en 1941 une population totale de 141 390 habitants dont 57 999 Kurdes (semi-nomades et sédentaires), 34 945 chrétiens de divers rites et langues ainsi que 48 749 Arabes, bédouins et sédentaires¹⁰.

des Dakkourîé et des Heverkan, descendant des montagnes pour y passer l'hiver. Entre le Tigre et les collines du Karatchok, vivent deux groupes sédentaires d'origine kurde : les Hassenan et les Miran.

8 Les « Syriaques » sont ici les seuls Syriaques, ou Syriens, occidentaux, héritiers de l'Église de Syrie. Quant aux Syriaques, ou Syriens, orientaux, héritiers de l'Église d'Orient, ils sont désignés par le nom d'« Assyriens ». Les dénominations retenues distinguent trois groupes de populations chrétiennes en fonction de leur langue et de leur rite et tendent à leur assigner un caractère national. Rappelons que la réalité est plus complexe, la quasi-totalité des Églises d'Orient ayant connu une scission entre le xv^e et le xviii^e siècles après l'union d'une partie de leurs fidèles à l'Église catholique romaine. Il existe donc des Arméniens apostoliques et des Arméniens catholiques, des Syriaques orthodoxes (ou Jacobites) et des Syriaques catholiques, des Assyriens (ou Nestoriens) – concentrés jusqu'au début du xx^e siècle dans la région du Hakkari – et des Chaldéens, ou « Assyro-Chaldéens », nés de la scission de l'Église d'Orient. (cf. Heyberger, 2003 pour un panorama informé et facile d'accès ; sur les tribulations des populations assyriennes et chaldéennes pendant la Première Guerre mondiale, à l'origine comme, pour les réfugiés arméniens, de leur installation en Jazîra, voir Courtois, 2002 ; Hellot, 2003).

9 CADN (Centre des Archives Diplomatiques de Nantes), Fonds Beyrouth (FB), Cabinet Politique (CP) 1055. Le Haut Commissaire de la République Française (Beyrouth) au Ministre des Affaires Étrangères (Paris), le 29 septembre 1927.

10 CADN, FB, CP 413. « Rapport général de la reconnaissance foncière de la Djézireh ». Beyrouth, avril 1941.

Les transformations démographiques introduites par la France sont accompagnées d'autres projets socio-économiques qui auront des répercussions durables au-delà du Mandat. Le Haut Commissariat encourage l'urbanisation¹¹ de la Haute Jazîra et la consolidation de relais politiques à la fois en milieu rural et en milieu urbain. Les interlocuteurs des officiers français en milieu urbain sont les notables chrétiens, notamment ceux de Hassaka (Hassetché, chef-lieu de la Haute Jazîra) et Qamishli (Kamechlié), véritable « capitale » économique de la région. Sur le plan économique, les notables chrétiens s'imposent en tant que propriétaires fonciers ou commerçants. Ils pratiquent l'usure ou la spéculation foncière, créant ainsi un réseau d'alliances et de clientèle personnelles en milieu rural ce qui leur assure peu à peu un contrôle réel sur la campagne (Velud, 1986 : 98). Ce pouvoir économique se reflète également sur la vie politique en milieu urbain, comme nous allons le voir ultérieurement.

Dans les zones de steppe, la France, s'appuyant sur la politique déjà initiée par la Porte et suivie par la Grande-Bretagne en Irak (Batatu, 1978 : 87-91) et en Transjordanie (Bocco, 1996 : 132-135), choisit de s'adresser directement aux chefs tribaux, faisant d'eux des interlocuteurs privilégiés afin d'assurer la sécurité et de restreindre les parcours des nomades dans la steppe. En plus du caractère officiel de leurs droits à la possession, les grands chefs tribaux reçoivent d'autres avantages sous forme d'indemnités, de mandats législatifs et de mesures foncières et législatives. En échange, la puissance mandataire encourage ces chefs à mettre en valeur leurs terres cultivables, condition *sine qua non* pour qu'elles soient concédées (Velud, 1987 : 172-174).

Le système des « grands chefs » mis en place par la France en Jazîra provoque cependant de nombreux litiges qui trouvent leur traduction dans le terrain politique. Le contrôle direct de la Haute Jazîra par les Français fait de l'État mandataire, et de ses représentants militaires sur place, l'instance principale autour de laquelle se joue la compétition politique au niveau local. Alors que les « gagnants » du système implanté par les Français en Jazîra deviennent des défenseurs de l'autonomie et de la cause mandataire, les « perdants » sont favorables au Bloc national et anti-mandataires. Cette ligne de fracture latente depuis les années 1920 se concrétise en 1936 dans un contexte de changements importants des relations franco-syriennes.

Le mouvement autonomiste de la Jazîra

La conclusion du traité franco-syrien le 9 septembre 1936 est suivie d'une large victoire des nationalistes syriens du Bloc national aux élections de novembre de la même année et de la formation d'un gouvernement nationaliste sous la direction de Jamil Mardam Bey. À Damas, l'euphorie est cependant mitigée : votant pour les candidats autonomistes – Kaddour Bey, Khalil Bey Ibrahim Pacha et Saïd Ishak –,

11 Les petites villes de la Haute Jazîra sont Amouda, Andiwar, Derbessié, Derik, Hassaka, Qamishli et Ra's al 'Ayn.



la Haute Jazîra a échappé à nouveau à la mainmise des nationalistes syriens. Mais quelles sont les demandes des autonomistes ? Qui sont-ils ? Quelles sont leurs motivations ?

Les revendications autonomistes de la Jazîra peuvent se résumer aux trois points suivants : 1) un statut spécial avec la garantie de la SDN, comparable à celui des Alaouites et des Druzes ; 2) le maintien des troupes françaises afin d'assurer la sécurité des minoritaires ; 3) la nomination d'un Gouverneur français sous le contrôle de la SDN. En échange de ce statut spécial, les autonomistes s'engagent à contribuer « aux charges de l'État » ainsi qu'à défendre les « frontières de la Syrie » face aux ambitions territoriales de la Turquie¹².

Le « Bloc kurdo-chrétien » est à l'origine de ces exigences. Cette expression est une création des officiers français afin de rendre compte de l'alliance locale entre certains chefs kurdes et notables chrétiens, et surtout de suggérer auprès de Paris et de Damas une image de cohésion des populations de la Haute Jazîra derrière la politique mandataire. En réalité, elle ne reflète pas la complexité des liens tissés entre les différents groupes engagés dans le mouvement autonomiste, ni les clivages internes de chacun d'entre eux.

Les moteurs kurdes du mouvement autonomiste sont Hajo Agha, Kaddour Bey et Khalil Bey Ibrahim Pacha. Le premier, un chef tribal protégé de la France, s'érige en représentant des Kurdes de la Jazîra et prend la tête de la coalition avec les notables chrétiens. Au sein du mouvement autonomiste, il assure la présidence d'une administration locale qui organise en 1938 le premier Congrès général de la Jazîra, chargé de rédiger un statut régional provisoire.

Kaddour Bey jouit d'une certaine notabilité à Qamishli, ville fondée sur des terrains qui lui appartiennent. Il est élu député de la Jazîra aux élections législatives de 1936 à côté de Khalil Bey Ibrahim Pacha, chef de la confédération Milli, et de Saïd Ishak. Des intellectuels kurdes, qui s'étaient engagés dans la Ligue *Khoyboun*¹³, soutiennent aussi le mouvement autonomiste dans l'espoir de voir naître une zone « libérée » en Jazîra, d'où ils pourraient organiser des activités subversives contre la Turquie kémaliste.

Le mouvement autonomiste de la Jazîra ne réunit cependant pas tous les notables et chefs tribaux kurdes. Saïd Agha, chef de la tribu Dakkourîé, représente l'option unitariste. Né dans la région d'Amouda, il se rallie à la puissance mandataire en 1922, entre en dissidence et, en 1926, demande pardon aux Français, ce qui lui permet de devenir Président de la Municipalité d'Amouda. Par la suite, contrarié par le refus d'une subvention qu'il avait demandée aux autorités mandataires, il se réfugie provisoirement en Turquie et se met aux services des agents turcs. Il s'installe à nouveau

12 Archives dominicaines, Haute Jazîra (HJ), D45 vol. II. « Le Manifeste de la Djézireh », avril 1938.

13 La Ligue *Khoyboun* (« Être soi-même ») se trouve à la base de la conceptualisation du nationalisme kurde moderne en Turquie. Cette organisation, créée au Liban en 1927, réussit à s'insérer dans un système d'alliances politico-militaires et, de la sorte, à devenir un acteur régional incontournable lors de la révolte de l'Ararat (1927-1931) sur le territoire turc. Les dirigeants de la Ligue *Khoyboun*, notamment les frères Jeladet et Kamuran Bedir Khan, jouent en outre un rôle déterminant dans le mouvement de renaissance culturelle en dialecte kurmanji (Tejel, 2007).

en Syrie en 1931, mais perd le statut de chef des Dakkourié au profit de son cousin Choukri Agha. Depuis 1935, il s'emploie à diviser les chrétiens et les musulmans en jouant la carte de la propagande religieuse anti-chrétienne et anti-mandataire¹⁴.

Le camp chrétien compte avec le soutien de notables et de chefs religieux catholiques. Les deux moteurs sont Mgr Hanna Hebbé et Michel Dôme. Le premier est, depuis 1932, vicaire général du Patriarcat syriaque-catholique (ou syrien-catholique) pour la Jazîra et siège à Hassaka. Derrière lui se trouve le cardinal Tappouni, Patriarche des syriaques-catholiques, qui jouit de liens privilégiés avec certains milieux français favorables au maintien du Mandat. Le deuxième homme fort du bloc chrétien, Michel Dôme, est le maire de Qamishli. Des chefs assyriens et arméniens-catholiques participent aussi aux activités du mouvement.

À l'opposé, les chefs syriaques-orthodoxes et les arméniens-apostoliques – jaloux du pouvoir des religieux catholiques – tentent de dissuader les membres de leurs communautés de s'associer au mouvement (Tachjian, 2004 : 400-402). Certains syriaques-orthodoxes, comme Saïd Ishak, se rapprochent toutefois du mouvement autonomiste et prennent des responsabilités importantes. Élu au Parlement, Saïd Ishak se distancie du mouvement par la suite car il considère qu'il s'est trop radicalisé¹⁵.

La plupart des tribus arabes de la Jazîra, enfin, se trouvent divisées entre les deux camps. À l'instar des chefs kurdes, l'origine de ces divisions se trouve principalement dans la lutte pour le pouvoir au sein de la tribu et pour le contrôle des terres. Le cas le plus emblématique est sans doute celui des Chammar. Alors que Dahham al-Hadi, Chammar Khorsa, s'engage à côté de Damas, le clan des Chammar Sinjara compte avec un chef régionaliste, Cheikh Abd El-Karim Mohamed.

Les acteurs du mouvement autonomiste de la Jazîra n'agissent pas seuls ; ils peuvent compter sur la complicité d'acteurs « externes ». Comme nous l'avons indiqué, les Services Spéciaux s'engagent pleinement dans le mouvement régionaliste de la Jazîra. Les Dominicains français, installés en Jazîra depuis 1936, jouent aussi un rôle considérable dans son développement. L'expérience acquise au nord de l'Irak et les importantes ressources économiques des Dominicains, soutenus par des catholiques français et le Saint-Siège, leur permettent très vite de se positionner en qualité de référents politiques et éducatifs de la région.

À la recherche d'une « identité régionale »

La préparation des élections législatives de 1936 ouvre la Haute Jazîra aux débats partisans qui agitent la vie politique du reste de la Syrie. Après une période « fondatrice » (1920-1930), marquée par l'occupation militaire, d'une part, et par la mise en

14 CADN, FB, Bureau Diplomatique 237. Mohafazat de Jazîra. Qamishli, le 16 juin 1941.

15 Selon son fils, Saïd Ishak n'aurait pas revendiqué une identité locale face au gouvernement de Damas. Il aurait voulu simplement attirer l'attention du Bloc national sur les carences matérielles de la Haute Jazîra : écoles, routes, hôpitaux, etc. Propos de Bassam Ishak, fils de Saïd Ishak. Interview réalisée à Qamishli, 1^{er} mars 2007.



valeur des terres par les colons venus de Turquie, d'autre part, les populations de la Haute Jazîra, notamment en milieu urbain, participent à l'émergence d'une sphère publique syrienne.

La constitution de l'alliance entre notables citadins chrétiens et notables kurdes influant sur la campagne jéziriotte comprend en effet la création de nouvelles sociabilités, l'actualisation d'anciennes¹⁶ et l'apprentissage du jeu politique non seulement par les élites locales mais aussi par les milieux non élitaires de cette région de steppes. Les actions armées menées par certaines tribus kurdes à la frontière turco-syrienne sont remplacées par un mouvement politique émergent qui, sans renoncer complètement aux armes, utilise de nouveaux moyens d'expression : des manifestations populaires aux appels à la grève, en passant par la création de symboles identitaires (drapeau, hymne régional, fêtes « traditionnelles »).

La revendication autonomiste de la Jazîra, encouragée par l'appareil militaire mandataire et les missionnaires catholiques, recouvre, en fait, divers éléments cherchant à créer une nouvelle identité qui s'affirmerait face aux prétentions unionistes de Damas. Tout d'abord, la Haute Jazîra est considérée par une partie des tribus kurdes comme leur lieu d'habitat traditionnel. Autrement dit, la Jazîra est perçue comme un « ex-espace impérial », le « Kurdistan ottoman », désormais sous le contrôle de la France. Les chrétiens assyriens, syriens-catholiques et syriens-orthodoxes, de leur côté, se voient comme les descendants légitimes de l'Assyrie antique, comprenant la Jazîra. Si ces revendications territoriales créent une ligne de fracture à l'intérieur du « bloc kurdo-chrétien », les deux camps sont d'accord sur un point : ils sont « les véritables créateurs », avec l'aide de la France, de la Haute Jazîra moderne¹⁷ et « ils [estiment] par conséquent qu'ils [ont] droit à s'autodéterminer en toute équité » (Tachjian, 2004 : 404).

Un sentiment d'« étrangeté » vis-à-vis du gouvernement de Damas est, en outre, perceptible dans le discours des autonomistes car « la Jazîra relevait jadis du Vilayet de Diyarbakir »¹⁸. Les habitants de la Jazîra se sentent, en outre, discriminés – mauvaises routes, manque d'hôpitaux et d'écoles – par le centre politique à cause de leur fidélité à la puissance mandataire. La solution à ces maux est la création d'une administration autonome, dirigée par la population indigène.

Étant donné que la base même du mouvement est très hétérogène, le discours régionaliste de la Jazîra tente de refléter cette pluralité afin de gagner le plus grand nombre de partisans et d'attirer les sympathies de la France. Les autonomistes créent ainsi un drapeau qui contient des éléments symboliques de chaque communauté : une croix pour les chrétiens ; un croissant pour les musulmans ; et deux épis

16 La plupart des colons de la Jazîra étaient originaires de la région allant de Mardin à Jazîrat Ibn 'Umar. S'il est vrai que les relations entre chrétiens (Syriaques et Arméniens) et Kurdes n'avaient pas été toujours faciles, des liens entre les deux groupes existaient déjà avant leur établissement en Syrie. Ainsi, par exemple, la plupart des chrétiens de la Haute Jazîra parlaient aussi la langue kurde. À l'inverse, des confédérations tribales kurdes, dont les Heverkan, comptaient avec des clans chrétiens (jacobites) dans leurs rangs.

17 FONDS CHEAM, ANONYME, « La vérité sur les événements de la Djézîreh », n° 212.078, p. 10-11.

18 Archives dominicaines, HJ, D45, II vol. « Déclaration de Michel Dôme, Président de la Municipalité de Qamishli, à S.E. Monsieur le Comte de Martel, Haut Commissaire » du 23 juillet 1937.

de blé représentant le progrès, sur fond blanc¹⁹. On arbore également des banderoles avec des slogans, du reste communs aux mouvements nationalistes actifs au Caire (Jankowski et Gershoni, 1986 : 253) et à Damas dans les années 1920 (Gelvin, 1998 : 183), comme : « La Religion à Dieu, la Patrie à tous »²⁰.

Le discours autonomiste se nourrit enfin d'une certaine appréhension perceptible parmi les « minoritaires ». Les chrétiens de la Jazîra craignent que la constitution d'un État-nation dominé par des musulmans n'ait comme conséquence une politique agressive à l'encontre des éléments minoritaires, à l'instar de ce qui s'est produit en Turquie et en Irak²¹. Les Kurdes qui ont fui la Turquie soupçonnent Ankara de vouloir occuper les enclaves kurdes du Nord syrien afin de faire taire les voix dissidentes des Kurdes exilés en Syrie et de régler la question kurde sous-jacente dans le conflit diplomatique avec la France.

Le mouvement autonomiste de la Jazîra ne donne pas seulement lieu à de nouveaux discours, mobilisations et symboles identitaires. À l'instar d'autres régions du Levant, il favorise l'émergence de nouvelles formes d'encadrement politique et social, au sein d'organisations qui se fondent sur un nouvel « esprit de corps » et préparent le terrain à l'émergence d'une « sociabilité politique populiste » (Gelvin, 1994 : 646).

La « modernité » politique en Haute Jazîra

Les travaux de James L. Gelvin (Gelvin, 1998) et de Michael Provence (Provence, 2005) ont démontré qu'en dehors du nationalisme arboré par les élites arabes occidentalisées, la Syrie mandataire, notamment dans les villes de Damas et d'Alep, voit s'affirmer une variante radicale du nationalisme arabe, à caractère populiste²². Ainsi que Jean-David Mizrahi le souligne, « en exaltant l'action des *'isâbât* et des tribus », les comités populistes de ces villes « non seulement rejettent le modèle civilisateur du "Royaume arabe" [1918-1920] hérité des Lumières », mais menacent également le pouvoir des élites locales, y compris nationalistes, en défendant la subversion sociale (Mizrahi, 2003 : 416)²³.

En Jazîra, le facteur qui a déclenché l'apparition de ces nouvelles formes d'orga-

19 PRO (Public Record Office), FO (Foreign Office) 371/23276/E1894. Consul britannique (Alep) au Foreign Office (Londres), le 6 mars 1939.

20 Archives dominicaines, HJ, D45, II Vol. « Mon journal » par le Père Thomas Bois, juillet 1937.

21 Archives dominicaines, HJ, D44. Lettre du P. Drapier au P. Padé du 15 avril 1936.

22 James L. Gelvin suggère de voir le populisme plus comme une « communauté de discours » que comme un simple type de discours opposant le « peuple » aux « classes dirigeantes ». Pour Gelvin, les membres de cette communauté partagent non seulement un champ discursif mais aussi des « institutions » qui, parce qu'elles sont imprégnées de ce champ discursif, valident et rendent éminent l'ordre social qu'ils défendent (Gelvin, 1998 : 207-220).

23 James L. Gelvin oppose pour sa part le modèle « civique » de la nation syrienne, fondée sur l'égalité des « citoyens » syriens au-delà des différences de religion et aspirant à la « civilisation » (occidentale), au projet national des comités populistes de Damas qui défendent une vision organiciste de la nation, fondée sur des valeurs « traditionnelles », comme la religion musulmane (Gelvin, 1998 : 141-224).



nisation politique est la tentative d'invalidation par le Bloc national des résultats des élections législatives de 1936²⁴. L'attitude du Bloc conduit les notables de la Jazîra à penser qu'il est temps d'ajouter aux formes de mobilisation traditionnelle (réunions à huit clos, rédaction de mémorandums) de nouveaux registres de mobilisation en invitant le « peuple » à participer au mouvement politique.

Comme nous l'avons vu, la cause autonomiste est répandue par les notables kurdes et chrétiens lors des discours publics, manifestations et fêtes locales. Or, de nouveaux acteurs apparaissent également dans les petites villes de la Haute Jazîra. D'une part, une intelligentsia formée de commerçants, médecins, enseignants et fonctionnaires se constitue autour des leaders autonomistes. De par leurs activités professionnelles, ils sont à même de relayer la propagande autonomiste ainsi que d'encadrer diverses couches de la population – comme la jeunesse à travers le scoutisme – et des secteurs de la vie économique et sociale des villes jéziriotes – le souk par exemple.

D'autre part, les actions menées par les autonomistes en Haute Jazîra entre 1936 et 1939 manifestent un renouvellement social et générationnel qui conditionne les aspects novateurs des mobilisations. Au fil des rapports que rédigent les officiers français concernant le mouvement autonomiste, l'on voit se profiler une nouvelle génération d'acteurs locaux, plus jeunes et plus radicalisés que leurs aînés. Une partie des « militants » est recrutée dans les milieux scolaires et chez les jeunes fonctionnaires, c'est-à-dire dans ce qui équivaldrait à une « classe moyenne ». Des jeunes appartenant aux couches populaires des petites villes jéziriotes – « pauvres » et « montagnards » (Velud, 1991 : 508) – font également leur entrée sur la scène publique.

Dans cette évolution aussi, les religieux catholiques romains jouent un rôle essentiel. En janvier 1936, Mgr Hanna Hebbé crée à Hassaka le Comité d'éducation de la jeunesse qui se donne pour objectif la formation intellectuelle et morale des jeunes gens sans distinction sociale ou religieuse²⁵. Le même projet est aussitôt introduit à Qamishli. Pour compléter les projets éducatifs des religieux catholiques, les Dominicains fondent les Scouts et ouvrent un pensionnat à Derbessî en 1937.

Ces nouvelles formes d'encadrement permettront d'introduire une certaine « modernité » politique dans la région. S'inscrivant dans un paysage politique et social commun à la Syrie, et, au-delà, à bon nombre de pays européens et du Moyen-Orient, la Jazîra connaît ainsi l'émergence de groupes paramilitaires à forte résonance fasciste. À Damas, les « Chemises de fer » (*al-Qumsan al-ḥadîdiyya*), groupement de jeunesse proche du Bloc national, font leur apparition début 1936 (Khoury, 1987 : 468-476). L'expérience est rapidement transposée à d'autres villes comme Alep, où le mouvement prend le nom de Garde nationale (*al-Ḥaras al-waṭani*).

24 Après quelques hésitations et sous la pression du Haut Commissariat, le Bloc national valide finalement les résultats des candidats autonomistes de la Jazîra.

25 Les activités proposées étaient des cours du soir, en français, une bibliothèque, une section théâtrale, une section sportive, la messe du dimanche ainsi que des groupes d'intimidation contre les cabarets et autres espaces de « moralité douteuse » (Velud, 1991 : 506-507).

Face à ces tentatives de monopolisation de l'espace public, la classe moyenne chrétienne alépine – clergé, commerçants et notables – répond par la formation de l'« Insigne blanc » (*al-Shâra al-bayḍâ*'), une organisation qui réunit environ 3 500 jeunes catholiques en une seule année (Watenpaugh, 2002 : 336). Francophiles, les chrétiens d'Alep se dotent d'une branche paramilitaire car ils voient dans le traité franco-syrien un premier signe de « trahison » de la puissance mandataire vis-à-vis des « minoritaires ». Les chrétiens considèrent qu'ils doivent dorénavant se protéger eux-mêmes et combattre les extrémistes du Bloc national.

Suivant la même logique, les dirigeants autonomistes jéziriotes encouragent la formation de l'« Insigne blanc » à Hassaka et à Qamishli en 1936. Ce groupe peut compter en quelques mois sur quelque 500 membres répartis entre les deux villes, et établir des relations suivies avec son confrère d'Alep (Watenpaugh, 2002 : 339). La réalité sociale des villes de la Haute Jazîra est cependant très différente. Les chrétiens, tous rites confondus, y sont majoritaires et les rares partisans du Bloc national, dont quelques notables et « jeunes diplômés à la recherche de postes dans l'administration locale » (Khoury, 1987 : 527), n'ont pas réussi à former une organisation de « masse ». Dans les faits, l'encadrement des jeunes par les Comités d'éducation ou l'« Insigne blanc » assure, avec la complicité des officiers français, une hégémonie des thèses autonomistes à Hassaka et à Qamishli.

Les bandes armées chrétiennes agissent en outre en toute liberté. Lors des élections tenues entre novembre et décembre 1936, les milices de l'« Insigne blanc » sont accusées de menacer et d'intimider continuellement les partisans du Bloc national²⁶. En juillet 1937, le mouvement se radicalise et s'attaque aux représentants du gouvernement syrien dans ce que l'on a appelé, la « révolution de la Jazîra ». La cause directe du soulèvement des habitants de Hassaka est la décision prise par les autorités syriennes d'arrêter deux notables de cette ville, accusés d'irrégularités. Alors que les gendarmes s'apprentent à les arrêter, des bandes de l'« Insigne blanc » attaquent les forces de l'ordre blessant un gendarme et quatre policiers.

Des épisodes similaires se produisent par la suite dans le reste de la Jazîra. Face aux protestations du Bloc national, le Haut Commissariat exerce une forte pression sur les officiers des Services Spéciaux pour qu'ils acceptent l'esprit de l'accord franco-syrien. Il veut ainsi éviter les interférences d'acteurs extérieurs, notamment de la Turquie, dans une zone trouble. Certains officiers sont mutés, tandis que le Haut Commissariat nomme un « pro-Damas », le capitaine Meyer, représentant de la France en Haute Jazîra²⁷. Les avertissements des nouveaux représentants du Haut Commissariat ne sont cependant pas écoutés par un mouvement radicalisé et de plus en plus autonome par rapport aux directives émises par les officiers français, voire par les notables locaux.

La jeunesse mobilisée autour de la cause autonomiste découvre son pouvoir d'action. Ainsi, par exemple, lorsque le Procureur de Hassaka lance un mandat d'arrêt contre le jeune Abdul Hamid Chabani, appartenant au Comité d'Éducation

26 CADN, FB, CP 400, Sécurité Générale, Beyrouth, le 15 décembre 1936.

27 Archives dominicaines, HJ, D45 Vol. II. « Les fonctionnaires français : février – avril 1938 ».



de Qamishli, « la jeunesse de Qamishli, appuyée par toute la population », refuse de « le livrer aux gendarmes »²⁸. De même, lorsque le juge autonomiste Sadek Mardini est muté, « les jeunes gens » à Qamishli intimident les gendarmes en totale impunité²⁹.

Certains rapports français laissent transparaître, en outre, des tensions entre cette jeunesse et les chefs régionalistes, les premiers étant partisans d'une ligne sans concessions, les seconds plus ouverts à des négociations³⁰. La fin de l'« Insigne blanc » en Jazîra est probablement due aux pressions exercées par le Haut Commissariat, mais il n'est pas exclu que les notables chrétiens aient agi en accord avec les autorités mandataires afin d'en finir avec des acteurs qui auraient pu défier leur pouvoir local.

Bien que les Kurdes des villes jéziriotes restent à l'écart de la « révolution de 1937 », une partie de la jeunesse kurde est néanmoins influencée par l'exemple de ses camarades chrétiens. Alors que les intellectuels kurdes établis à Damas et les chefs tribaux de la Jazîra travaillent en collaboration avec les autorités mandataires, une deuxième génération de nationalistes kurdes s'est formée notamment à Amouda, la « capitale » du nationalisme kurde.

En dépit de sa taille modeste (3 540 habitants en 1938), Amouda joue un rôle singulier pour les Kurdes pour différentes raisons. Tout d'abord, et à la différence des chefs kurdes engagés dans le mouvement autonomiste, les Kurdes d'Amouda et des environs habitaient déjà dans cette région avant l'arrivée des Français et des réfugiés chrétiens. Ils perçoivent dès lors la Haute Jazîra comme partie intégrante du « Kurdistan ». Amouda est, en outre, un centre religieux important, grâce à ses écoles coraniques où l'on apprend les classiques kurdes et où l'on soutient les efforts de renaissance culturelle réalisés par les intellectuels nationalistes à Damas³¹. Elle est habitée enfin par des nationalistes kurdes proches du *Khoyboun*, dont le poète Cigerxwîn.

Ce dernier n'appartient toutefois pas à la même génération que les nationalistes éduqués dans les écoles occidentalisées d'Istanbul. Né en 1903, il est issu d'une famille pauvre de Hesar, village de la région de Mardin. Sans instruction jusqu'à l'âge de 18 ans, il commence une formation religieuse afin de subvenir à ses besoins. Comme lui, l'intelligentsia kurde à Amouda est moins instruite et issue de milieux populaires. Elle est aussi moins ouverte à la collaboration avec les autonomistes chrétiens et développe un nationalisme kurde moins cosmopolite et « civique » ; davantage enraciné dans la culture populaire – réinterprétée pour les nouveaux objectifs politiques – et l'islam³².

En réaction à la formation de la section locale de l'« Insigne blanc » par les chrétiens d'Amouda, Cigerxwîn organise à son tour un groupe à tendances similaires sous le nom de « Jeune Kurde » (*Ciwan Kurd*) en 1938. L'objectif de Cigerxwîn est

28 CADN, FB, CP 504. Sûreté Générale. Beyrouth, le 19 avril 1938.

29 CADN, FB, CP 504. Bulletin d'Information. Hassaka, le 22 décembre 1938.

30 *Ibid.*

31 Propos de Cheikh Selim, étudiant d'une école coranique à Amouda durant le Mandat français. Interview réalisée à Amouda, avril 2001.

32 Pour une réflexion sur la relation entre l'islam et l'identité kurde, voir Van Bruinessen, 1992.

d'encadrer intellectuellement la jeunesse kurde : il enseigne l'histoire kurde, fait étudier des poèmes patriotiques et compose des marches militaires³³. Les membres de « Jeune Kurde » défilent, en uniforme rouge, dans les rues d'Amouda arborant le drapeau kurde. En émule des Comités d'éducation créés par les chrétiens de la Jazîra, la charte de « Jeune kurde » prévoit en outre que ses militants fréquentent les mosquées et participent aux prières (Cigerxwîn, 1995 : 228).

En raison des réticences des chrétiens d'Amouda et de celles des agents français, qui craignent une montée du nationalisme kurde et par-là même une intervention de la Turquie en territoire syrien, le groupe « Jeune Kurde » est interdit en 1939. La question de l'identité « nationale » de la Haute Jazîra reste cependant sans réponse.

La « syrianité » de la Haute Jazîra

Dans les années 1920, le tracé de la ligne frontière entre la Turquie et la Syrie en Haute Jazîra se trouve au cœur d'un conflit diplomatique entre Ankara et Paris, dans lequel les nationalistes syriens n'ont pas leur mot à dire. À partir des années 1930, et pour la première fois, la « syrianité » de cette région entre dans le débat « national » à Damas. Certes, la question de la Haute Jazîra ne soulèvera à aucun moment les passions politiques provoquées par celle d'Alexandrette, cédée par la France à la Turquie en 1939. Les actions des autonomistes jéziriotes et les ambitions territoriales de la Turquie suscitent toutefois des craintes face à un possible effet domino qui ferait perdre à la Syrie les provinces du Nord, du Kurd Dagh à la Jazîra.

La « révolution de la Jazîra » en juillet 1937 avait démontré que le mouvement autonomiste ne se plierait pas facilement aux projets de centralisation administrative envisagés par le Bloc national. Une série d'événements vient creuser le fossé entre les deux camps. Fin 1937, le *muḥâfiẓ* de la Haute Jazîra, Tawfiq Chamiyé, est enlevé en plein désert, dans sa voiture, par quatre militants autonomistes de Hassaka. Afin de calmer les esprits, Damas nomme un nouveau *muḥâfiẓ*, Haydar Mardam Bey, parent de Jamil Mardam et marié à une chrétienne. À l'occasion de son arrivée à Hassaka, le 16 avril 1938, un grand rassemblement a lieu. La manifestation dégénère, et la police tire sur la foule faisant trois morts. Haydar Mardam Bey abandonne son poste tandis que les notables autonomistes organisent une administration régionale alternative à Damas.

La presse nationaliste de Damas réagit vivement à ces événements en réaffirmant l'arabité de la Jazîra, « patrie » des Chammar et des Tay, face aux prétentions des « émigrés de Mardin »³⁴ et des « traîtres nationaux »³⁵ tel le chef kurde Hajo Agha.

33 Propos de Youssef Hersan, ancien membre de la Ligue *Khoyboun*. Interview réalisée à Amouda, mars 2007.

34 CADN, FB, CP 503. Article paru dans *al-Kabas* (Damas), 11 juillet 1937.

35 CADN, FB, Petits Fonds (PF) 2314. *Al-Kabas* (Damas), 10 février 1938.



Les chrétiens restent, cependant, la cible principale des critiques exprimées par les nationalistes syriens, ce qui semble confirmer que les transformations socio-économiques introduites, même timidement, par les relations capitalistes en Jazîra trouvent leur traduction dans le champ politique. Dahham al-Hadi, chef Chammar pro-Damas, s'efforce ainsi de démontrer que « si lui et les autres chefs de tribus n'y mettent bon ordre, les Chrétiens de Jazîra auront tôt-fait d'accaparer toutes les terres cultivables après en avoir chassé les Musulmans »³⁶ et que l'emploi intensif de machines agricoles enlèvera tout le travail aux paysans kurdes. Aux articles provenant des milieux proches du Bloc national s'ajoutent des publications plus violentes à l'encontre des « ennemis » de l'intérieur : « Terrassez les traîtres [autonomistes et nationalistes syriens modérés], pour qu'ensuite, vous puissiez affronter l'étranger [la France], unis, la tête haute et le cœur confiant »³⁷.

Le malaise des milieux nationalistes syriens s'explique par deux facteurs complémentaires. En premier lieu, la Jazîra n'est pas la seule région de marges à se soulever contre le centre. Les militaires français encouragent d'autres mouvements autonomistes dans les territoires placés sous leur contrôle direct – régions alaouite et druze – pour empêcher ou, du moins, retarder la ratification par la France du traité franco-syrien de 1936 (Khoury 1987 : 525-534). Aidés par quelques maladroites du Bloc national, les agents des Services Spéciaux réussissent à convaincre une partie des chefs locaux de ces régions que le départ de la France signifiera le règlement dramatique de la « question des minorités » par le nouvel État syrien. Partant, le problème des « minorités » devient un sujet saillant de la politique syrienne à la fin des années 1930.

En deuxième lieu, le conflit entre Damas et la Haute Jazîra, région-frontière, suscite au sein du Bloc national des craintes sur les possibles interférences internationales. La déstabilisation de la Jazîra à partir de 1936 offre en effet à la Turquie la possibilité de renforcer sa propagande tout au long de la frontière :

« Depuis quelques jours, on dit que les Turcs ouvrent leur frontière à toute personne de Jazîra qui veut retourner là-bas. Certaines familles seraient déjà parties, sur la promesse qu'on leur rendra tous leurs biens [...]. Si ce bruit se confirmait et si ces départs se multipliaient, il est clair que le problème de la Jazîra serait résolu du même coup et que les Turcs qui la lorgnent depuis longtemps, après s'être ainsi fait des partisans y rentreraient comme dans du beurre [...] »³⁸.

En 1938, l'Italie affirme, pour sa part, qu'elle est prête à prendre la place de la France dans le Nord syrien. Au cas où la France ne leur accorderait pas un statut spécial, les notables chrétiens et les chefs kurdes projetteraient, de leur côté, la création d'un État autonome à même de gagner « la sympathie des puissances euro-

36 CADN, FB, CP 505. René Marchand, Inspecteur Délégué du Haut Commissaire pour la Haute Jazîra. Hassaka, le 5 juin 1939.

37 CADN, FB, CP 506. Traduction d'un tract signé par le parti *Sâriyya al-Fatât* « Jeune Syrie ». Beyrouth, le 2 mars 1939.

38 Archives dominicaines, HJ, D45 Vol. II. Lettre de Thomas Bois du 26 août 1937.

péennes » et du Saint-Siège. Ce dernier « verrait avec plaisir la constitution dans cette région d'un état autonome à majorité chrétienne »³⁹.

Le Bloc national se montre incapable de ramener le calme dans les territoires de marge, ce qui permet au Haut Commissaire Gabriel Puaux de décréter la dissolution du Parlement et de réaffirmer son pouvoir sur ces régions. L'entrée en guerre de la France met fin au fonctionnement régulier du Mandat au Levant et ouvre la voie à l'installation de troupes britanniques sur le sol syrien. Les agents anglais se livrent à une activité de propagande anti-française parmi les chefs arabes et kurdes. Les premiers sont attirés par la propagande anglaise en faveur de l'indépendance syrienne tandis que les seconds sont sensibles aux vagues promesses britanniques de soutien au rattachement de la Haute Jazîra au Kurdistan irakien⁴⁰.

Aujourd'hui on sait que la Haute Jazîra ne fut annexée ni à la Turquie ni à un éventuel État kurde. Cette région ne passa cependant sous contrôle du gouvernement de Damas qu'en 1946, après le départ des dernières troupes françaises de Syrie. À Nadine Méouchy d'en conclure qu'au plan politique, l'évolution particulière de la Haute Jazîra du début à la fin du Mandat « hypothéqu(a) par-là même son intégration nationale à l'indépendance » (Méouchy, 2002 : 26). Si, avec la fin du Mandat français, les chrétiens se désolidarisèrent des revendications autonomistes, la question kurde, elle, n'était pas résolue - comme l'histoire contemporaine de la Syrie allait le prouver (Tejel, 2009).

Conclusion

Jusqu'en 1936, la Haute Jazîra reste un territoire de marge, soumise aux convoitises des pays voisins (Turquie et, dans une moindre mesure Grande-Bretagne) et aux projets politico-militaires et socio-économiques de la France. Les clauses du traité franco-syrien et les résultats des élections qui assurent une large victoire au Bloc national changent la donne. L'unification des États druze et alaouite et de la Syrie, malgré le maintien temporaire d'un régime administratif spécial, est un signe avant-coureur de l'évolution des relations entre le centre et la périphérie.

Si les militaires des Services Spéciaux portent une lourde responsabilité dans la naissance des mouvements séparatistes qui défient l'autorité encore vacillante de Damas, les mouvements autonomistes qui éclosent dans les régions alaouite et jéziriotte sont également des réactions face à la volonté centralisatrice d'un État syrien en quête d'une assise « nationale ». L'État moderne, en tant qu'institution qui vise à contrôler le territoire, les circuits économiques et les citoyens, suscite de nouveaux enjeux politiques et économiques et contribue à aviver les conflits entre acteurs locaux (notables, tribus, sédentaires et nomades).

39 CADN, FB, CP 504. Le directeur de la Sûreté générale (Beyrouth) au chef du Cabinet politique (Beyrouth), le 24 février 1938.

40 CADN, FB, Services Spéciaux 2202. Direction générale de la France combattante au Levant. Qamishli, le 6 décembre 1944.



Paradoxalement, la manifestation des revendications autonomistes ouvre la voie à une progressive « syrianisation » de la vie politique en Haute Jazîra. D'une part, les notables et une partie de la population jéziriotte se divisent en « pro-Damas » et « anti-Damas ». On suit avec intérêt les débats du Parlement syrien et on entend les échos de la presse syrienne et libanaise. Qui plus est, les villes de la Haute Jazîra reproduisent dans une large mesure les modes de mobilisation des autres villes syriennes : manifestations, fermeture de souks, grèves et organisation de groupes paramilitaires. D'autre part, l'avenir de la Haute Jazîra figure dans le programme politique du gouvernement de Damas. Ce faisant, et après seize ans de contrôle absolu des autorités mandataires dans cette région, la Haute Jazîra commence à être intégrée dans l'imaginaire national syrien.

Pour terminer, il faut souligner qu'intégration ne signifie en aucun cas absence de conflits ni réussite de la part du Bloc national. Au contraire, les milieux nationalistes doivent avouer, avec amertume, qu'en Jazîra « seuls nous avons été perdants, et les hommes de notre gendarmerie et de notre police ont également été les seules victimes de sédition [...] »⁴¹. Avec l'indépendance, les différents régimes syriens allaient se charger d'accélérer l'intégration « nationale », toujours inachevée, de la Haute Jazîra.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BATATU Hanna, 1978, *The Old Social Classes and Revolutionary Movements of Iraq: a Study of Iraq's Old Landed and Commercial Classes and of its Communists, Ba'ithists and Free Officers*, Princeton NJ, Princeton University Press, 1283 p.
- BOCCO Riccardo, 1996, *États et tribus bédouines en Jordanie. Les Huwaytat: territoire, changement économique, identité politique*, Thèse de l'Institut d'Études Politiques de Paris (non publiée), 552 p.
- CIGERXWÎN, 1995, *Jînenîgariya min (« Ma biographie », en kurde)*, Spanga, Apec, 413 p.
- COURTOIS Sébastien de, 2002, *Le génocide oublié. Chrétiens d'Orient, les derniers Araméens*, Paris, Ellipses, 297 p.
- FUCCARO Nelida, 2004, « Minorities and Ethnic mobilisation: the Kurds in Northern Iraq and Syria », in Nadine MÉOUCHY et Peter SLUGLETT (dir.), *Les Mandats français et anglais dans une perspective comparative*, Leiden et Londres, Brill, 739 p.
- GELVIN James L., 1994, « The Social Origins of Popular Nationalism in Syria: Evidence for a New Framework », *International Journal of Middle East Studies*, vol. 26, 4, Cambridge, Cambridge University Press, p. 645-661.
- 1998, *Divided Loyalties: Nationalism and Mass Politics in Syria at the Close of Empire*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 335 p.

41 CADN, FB, PF 2314. Article paru dans *al-Incha*. Revue de presse, du 7 au 13 février 1938.

- HEYBERGER Bernard (dir.), 2003, *Chrétiens du monde arabe. Un archipel en terre d'Islam*, Paris, Autrement, coll. Mémoires, 271 p.
- HELLOT Florence, 2003, « La fin d'un monde : les Assyro-Chaldéens et la Première Guerre mondiale », in HEYBERGER, Bernard (dir.), *op. cit.*, p. 127-145.
- JANKOWSKI James et GERSHONI Israel, 1986, *Egypt, Islam, and the Arabs: The Search for Egyptian Nationhood, 1900-1930*, Oxford, Oxford University Press, 346 p.
- KHOURY Philip S., 1987, *Syria and the French Mandate. The Politics of Arab nationalism, 1920-45*, Princeton NJ, Princeton University Press, 698 p.
- MÉOUCHY Nadine (dir.), 2002, *France, Syrie et Liban 1918-1946. Les ambiguïtés et les dynamiques de la relation mandataire*, Damas, IFEAD, 430 p.
- 2004, « Rural resistance and the introduction of modern forms of consciousness in the Syrian countryside, 1918-26 », in Thomas PHILIPP et Christoph SCHUMANN (dir.), *From the Syrian Land to the States of Syria and Lebanon*, Beirut, Orient-Institut der DMG, 366 p.
- MIZRAHI Jean-David, 2003, *Genèse de l'État mandataire. Service des Renseignements et bandes armées en Syrie et au Liban dans les années 1920*, Paris, Publications de la Sorbonne, 462 p.
- OLSON Robert, 1989, *The Emergence of Kurdish Nationalism and the Sheikh Saïd Rebellion, 1880-1925*, Austin, University of Texas Press, 229 p.
- PLANHOL Xavier de, 1993, *Les nations du prophète. Manuel géographique de politique musulmane*, Paris, Fayard, 894 p.
- PROVENCE Michael, 2005, *The Great Syrian Revolt and the Rise of Arab Nationalism*, Austin, University of Texas Press, 209 p.
- TACHJIAN Vahé, 2004, *La France en Cilicie et en Haute-Mésopotamie. Aux confins de la Turquie, de la Syrie et de l'Irak (1919-1933)*, Paris, Karthala, 465 p.
- TEJEL GORGAS Jordi, 2007, *Le mouvement kurde en exil. Continuités et discontinuités du nationalisme kurde sous le mandat français en Syrie et au Liban (1925-46)*, Bern, Peter Lang, 376 p.
- 2009, *Syria's Kurds: History, Politics and Society*, Londres, Routledge, 208 p.
- VAN BRUINNESSEN Martin, 1992, *Agha, Shaikh and State. The Social and Political Structures of Kurdistan*, Londres et New Jersey, Zed Books, 361 p.
- VELUD Christian, 1986, « L'émergence et l'organisation sociale des petites villes de Jezireh, en Syrie, sous le Mandat français », *URBAMA* 16-17, Tours, Université de Tours, p. 85-103.
- 1987, « Régime des terres et structures agraires en Jazîra syrienne durant la première moitié du vingtième siècle », in Byron CANNON (dir.), *Territoires et sociétés au Maghreb et au Moyen-Orient*, Lyon, Maison de l'Orient, 438 p.
- 1991, *Une expérience d'administration régionale en Syrie durant le mandat français: conquête, colonisation et mise en valeur de la Gazîra, 1920-36*, Thèse de l'université de Lyon 2, 602 p.
- 1993, « La politique mandataire française à l'égard des tribus et des zones de



steppe en Syrie : L'exemple de la Jazîra », in Riccardo BOCCO, Ronald JAUBERT et Françoise MÉTRAL (dir.), *Steppes d'Arabie. États, pasteurs, agriculteurs et commerçants : le devenir des zones sèches*, Paris, PUF., 401 p.

WATENPAUGH Keith, 2002, « Steel Shirts, White Badges and the Last Qabaday : Fascism, Urban Violence and Civic Identity in Aleppo Under French Rule », in Nadine MÉOUCHY (dir.), *France, Syrie et Liban 1918-1946. Les ambiguïtés et les dynamiques de la relation mandataire*, Damas, IFEAD, 430 p.